

## Document

### En Libye, le chef du CNT craint une "guerre civile"

(lemonde.fr)

**4 janvier 2012**

***La Libye risque de sombrer dans la guerre civile si les milices révolutionnaires qui ont contribué à la chute de Mouammar Kadhafi ne rentrent pas dans le rang, a déclaré mercredi 4 janvier le président du Conseil national de transition (CNT), Moustapha Abdeljalil.***

Mardi, des affrontements armés entre une milice locale et des combattants originaires de la ville de Misrata ont fait quatre morts et au moins cinq blessés à Tripoli. En fin d'après-midi, la tension était perceptible dans la capitale, où plusieurs quartiers ont été fermés à la circulation.

Plusieurs milices se sont installées dans des bâtiments officiels ou encore dans des résidences et fermes appartenant à des responsables de l'ancien régime. D'autres tiennent des barrages dans des points stratégiques de Tripoli. Ces milices disposent d'importants stocks d'armes légères et lourdes, puisés notamment dans l'arsenal de l'ancien régime.

#### **METTRE SUR PIED UNE ARMÉE**

*"Nous nous trouvons aujourd'hui confrontés à deux choix", a dit Abdeljalil lors d'une réunion mardi soir à Benghazi, dans l'est de la Libye. "Soit nous répondons sans faiblesse à ces événements qui entraînent les Libyens dans une confrontation militaire que nous ne pouvons accepter, soit c'est la sécession et la guerre civile", a-t-il ajouté. "Sans sécurité, il ne peut y avoir de justice, de progrès, d'élections, chacun veut faire sa propre loi. Il n'y a pas de sécurité tant que les combattants refusent de rendre leurs armes."*

Moustapha Abdeljalil vient de nommer commandant en chef des forces armées libyennes Youssef Al-Mankouch, un général qui était à la retraite et originaire de Misrata, l'un des bastions de la révolte contre le régime de M. Kadhafi. Il a participé très tôt au soulèvement qui a conduit à la chute et à la mort de Kadhafi le 20 octobre, et occupe actuellement le poste de vice-ministre de la défense.

Cette nomination – première mesure d'importance que prend le CNT pour mettre sur pied une armée nationale – a toutefois été rejetée immédiatement par une coalition de brigades d'anciens rebelles, accusant le Conseil national de transition (CNT) d'avoir ignoré leurs candidats à ce poste. *"Nous rejetons toute personne qui ne figure pas sur la liste des candidats présentée par les thowars [ex-rebelles]"*, a déclaré à l'AFP Bahloul Assid, un des membres fondateurs de la Coalition des thowars de Libye, une organisation qui regroupe plusieurs factions de différentes régions.

La nouvelle armée aura la rude tâche de calmer les milices rivales qui continuent de s'affronter plus de deux mois après la mort de l'ancien "guide" libyen. Le 11 décembre dernier, ce sont des soldats de l'armée régulière qui avaient dû affronter des miliciens pour reprendre le contrôle de l'aéroport international de Tripoli. Récemment, le ministre de l'intérieur, Faouzi Abdelali, a annoncé un plan prévoyant l'intégration à court terme de 50 000 combattants ex-rebelles dans les forces de l'armée et les services de sécurité.

## **LES ETATS-UNIS SOUTIENNENT UNE "FORCE CENTRALE"**

Les Etats-Unis ont également fait part mardi de leur inquiétude à propos de ces affrontements survenus mardi en Libye, renouvelant leur offre d'aider le pays à intégrer ses milices aux forces armées. *"Certains affrontements se sont poursuivis. Cela nous inquiète"*, a indiqué Victoria Nuland, porte-parole du département d'Eta.

*"Depuis longtemps, nous soutenons les plans des autorités centrales à Tripoli pour mettre en place une force centrale"*, a assuré M<sup>me</sup> Nuland. *"Et depuis le début, nous avons dit que s'il y avait des demandes spécifiques venant du gouvernement libyen pour les Etats-Unis, l'OTAN, etc., sur la manière de faire avancer ce processus, nous étions disposés à les soutenir"*, a ajouté la porte-parole de la diplomatie américaine.

*"Nous lui fournissons déjà certains conseils"*, a-t-elle souligné, confirmant uniquement que les Etats-Unis n'avaient pas en ce moment de conseiller militaire dans le pays. Le Conseil national de transition (CNT) table sur l'intégration des milices aux forces armées pour désarmer le pays, où les milices assurent actuellement une grande partie des tâches de maintien de l'ordre.